



**HUMANITARIAN  
FUTURES**  
PROGRAMME

*planning from the future*



# Améliorer la gestion des risques de catastrophes fondée sur la science en Afrique de l'Ouest

Un cadre pour l'échange  
des connaissances

Réalisé au titre de l'initiative FOREWARN

**KING'S**  
*College*  
**LONDON**

Ce cadre a été développé par le biais de l'engagement du Humanitarian Futures Programme (HFP), du King's College London (KCL), avec la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au titre de l'initiative FOREWARN, subventionnée par le Ministère australien des Affaires Étrangères et du Commerce. L'élaboration de ce document découle du rôle primordial joué par le HFP dans le soutien du développement, de la mise en œuvre et de la rédaction du compte-rendu de l'Atelier régional de la CEDEAO sur le Partage de l'information et les mécanismes de coordination de l'alerte précoce sur les plateformes de réduction de risque de catastrophe en novembre 2013 à Niamey, au Niger.

Auteurs :

Alice Obrecht,  
Emma Visman,  
Okey Uzoehina.

Année de publication: 2014



---

# Acronymes

ACMAD	Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement
AGRHYMET	Centre Régional d'agriculture, hydrologie et météorologie
CILSS	Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
GRC	Gestion des risques de catastrophe
RRC	Réduction des risques de catastrophe
CEDEAO	Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
FOREWARN	Permettre une meilleure réponse organisationnelle pour une réduction du risque efficace en Afrique de l'Ouest
HFA1/2	Cadre d'action de Hyogo 1 et 2
HFP	Humanitarian Futures Programme
STAG	Comité consultatif technico-scientifique
SPIC	Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations Unies

---

# Sommaire

---

1 Acronymes

---

2 Sommaire

---

3 Synthèse

---

4 Introduction

---

6 1<sup>ère</sup> partie : Principales caractéristiques et étapes

---

9 2<sup>ème</sup> partie : Un cadre pour l'échange des connaissances pour les contextes de la GRC en Afrique de l'Ouest

---

12 3<sup>ème</sup> partie : Recommandations pour renforcer l'échange des connaissances en Afrique de l'Ouest

---

17 Notes de conclusion

Afin de satisfaire efficacement leurs responsabilités par rapport aux populations affectées par des catastrophes, les décideurs politiques et les professionnels de la gestion des risques de catastrophes (GRC) en Afrique de l'Ouest devront s'appuyer de plus en plus sur des informations et des analyses scientifiques pertinentes. Ils devront également mieux comprendre les contextes décisionnels locaux et les manières dont les populations utilisent les informations pour prendre des décisions.

En dépit du volume de données scientifiques, de la capacité et de l'expertise qui existent pour l'Afrique de l'Ouest, les décideurs politiques et les professionnels de la GRC qui veulent exploiter cette mine de ressources scientifiques sont confrontés à des défis. Il s'agit notamment de : i) comprendre comment les données scientifiques pertinentes aux risques de catastrophes peuvent être communiquées aux populations d'Afrique de l'Ouest par des méthodes qui permettront de prendre de bonnes décisions, ii) identifier des canaux efficaces de communication et de collaboration entre les chercheurs, les décideurs politiques et les populations à risque et iii) identifier des mesures spécifiques qu'il faut prendre pour garantir l'accès aux ressources nécessaires pour agir sur les informations fournies, relatives aux risques.

Ce document-cadre aborde ces défis et fournit une approche structurée de la réflexion sur la procédure d'échange de connaissances entre les chercheurs, les communautés et les professionnels de la GRC. En fournissant cette structure globale, il vise à guider la Commission de la CEDEAO dans la conception de mesures pouvant améliorer les diverses étapes de l'échange de connaissances dans la région, soutenant ainsi une approche plus scientifique de la prévention et de la gestion des risques dans la région. Ce document identifie les quatre étapes de l'échange de connaissances comme étant l'Accès, la Compréhension, l'Application appropriée et l'Évaluation et met l'accent sur les conditions essentielles à la réussite de chaque étape. En s'appuyant sur les bonnes pratiques, l'engagement politique et les travaux de terrain dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, la dernière partie met en avant un ensemble de recommandations destinées à la Commission de la CEDEAO qui, si elles sont mises en œuvre, pourraient permettre d'importantes améliorations dans l'échange d'informations pour la GRC dans la région.

Compte-tenu de la position stratégique et de l'avantage comparatif qu'occupe la CEDEAO pour le soutien et la promotion de la GRC en Afrique de l'Ouest, les principaux domaines d'action que les auteurs recommandent à la Commission de la CEDEAO d'adopter sont les suivants :

---

## Accès

La CEDEAO peut améliorer l'accès à l'information en créant des espaces de dialogue systématique qui améliorent la pertinence, la fiabilité et la disponibilité de l'information, la sensibilisation des personnes à propos des méthodes d'accès à l'information et la confiance que portent les décideurs locaux et politiques aux données scientifiques.

---

## Compréhension

La CEDEAO peut permettre une meilleure compréhension des connaissances locales et des données scientifiques par les différents groupes d'utilisateurs, en soutenant le renforcement des capacités et des activités de sensibilisation, qui font la promotion d'une meilleure maniabilité et d'une plus grande clarté des informations et du respect parmi les fournisseurs et les utilisateurs des données.

---

## Application appropriée

La CEDEAO peut orienter l'application appropriée des informations dans les prises de décision en soutenant les États Membres pour qu'ils encouragent davantage l'utilisation des données scientifiques et locales dans les travaux de GRC, en s'assurant que la prise en compte des besoins des utilisateurs est intégrée au processus de production des connaissances et en promouvant un système d'imputabilité rendant les États Membres responsables de la prévention et la gestion des risques fondée sur la science.

---

## Évaluation

La CEDEAO peut soutenir l'évaluation des approches et des activités d'échange de connaissances afin d'en surveiller l'efficacité et d'établir un recueil de preuves d'approches réussies de l'échange des connaissances dans ses États Membres.

---

# Introduction

Dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, les populations sont fortement exposées à divers dangers naturels, notamment la sécheresse, de fortes inondations, la désertification, les orages tropicaux, la montée du niveau de la mer, les glissements de terrain et l'érosion côtière. Alors que l'économie des pays d'Afrique de l'Ouest poursuivra sa croissance et son intégration au cours des vingt prochaines années, les menaces d'origine humaine, telles que la pollution environnementale, les déversements de pétrole, les déchets chimiques et industriels et les déficiences de la planification urbaine et rurale exposeront la vie et les moyens de subsistance de populations déjà vulnérables à des risques encore plus grands.

Ces plus grands risques et ces vulnérabilités soulignent les responsabilités importantes des institutions aux niveaux régional, national et infranational (y compris le conseil municipal, du district et général) pour prévenir le risque de catastrophes et renforcer la résilience des sociétés d'Afrique de l'Ouest aux risques nombreux et graves.<sup>1</sup> Afin de satisfaire ces responsabilités, les approches institutionnelles de la gestion des risques de catastrophe (GRC) devront s'appuyer sur des données et des analyses, ainsi que sur des informations relatives aux contextes décisionnels locaux et aux manières dont les populations utilisent ces informations pour prendre des décisions. En bref, une GRC efficace en Afrique de l'Ouest nécessitera une plus grande interaction et une meilleure collaboration entre les nombreux groupes, qui sont à la fois des sources et des utilisateurs des informations nécessaires pour prendre des mesures appropriées, au titre des risques de catastrophe.

Au niveau mondial, cette question a revêtu une plus grande importance grâce à l'attention qu'y porte le STAG (Comité consultatif technico-scientifique) pour la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations Unies (SPIC). Dans son rapport pour la Plateforme Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe de la SPIC 2013, le STAG précise qu'un objectif clé de l'amélioration de la GRC fondée sur la science consiste à veiller à ce que les connaissances scientifiques soient « utiles, utilisables et utilisées »<sup>2</sup> pour et par les professionnels de la GRC. Alors que la contribution potentielle des connaissances scientifiques à la

résilience des communautés et à la GRC est importante, il faudra réaliser d'autres travaux pour améliorer la communication entre les divers acteurs impliqués dans la gestion des risques : non seulement les chercheurs et les professionnels de la GRC, mais aussi les groupes à risque et les décideurs locaux.

En Afrique de l'Ouest, il existe une mine de données scientifiques qui peuvent soutenir le développement de la résilience et des efforts conséquents pour renforcer les capacités régionales, nationales et locales pour la recherche scientifique et la communication du risque. Il s'agit notamment des travaux de la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO),<sup>3</sup> du Centre Africain pour les Applications de la Météorologie au Développement (ACMAD), du Centre Régional d'agriculture, hydrologie et météorologie (AGRHYMET), du Comité Permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), des agences nationales pour la gestion des catastrophes, des centres universitaires et des centres de recherche de la GRC dans plusieurs universités. Au-delà des capacités existantes en Afrique de l'Ouest, on trouve d'énormes capacités et expertises scientifiques en dehors de la région, qui pourraient considérablement profiter aux populations de la région de la CEDEAO, à condition de développer des canaux efficaces pour accéder à ces ressources externes.

Les questions à poser sont donc : comment les décideurs politiques et les professionnels de la GRC d'Afrique de l'Ouest peuvent-ils exploiter la mine existante de données scientifiques à la fois au sein de la région et en dehors ? Comment les données scientifiques pertinentes aux risques de catastrophes peuvent-elles être communiquées aux populations et aux décideurs d'Afrique de l'Ouest d'une manière compréhensible et venant soutenir de bonnes décisions ? À quoi ressemblent les canaux efficaces de communication et de collaboration entre les chercheurs, les décideurs et les populations à risque et que faut-il faire pour les renforcer ou en créer de nouveaux ?

Pour soutenir la Direction des Affaires Humanitaires et Sociales de la CEDEAO, le Humanitarian Futures Programme (HFP), du King's College London, a coordonné



et animé un débat et un exercice abondant ces questions dans le cadre de l'Atelier régional de la CEDEAO sur le Partage de l'information et les mécanismes de coordination de l'alerte précoce sur les plateformes de réduction de risque de catastrophe, qui s'est tenu à Niamey, au Niger, du 11 au 14 novembre 2013 (appelé ci-après « l'Atelier Régional de la CEDEAO »). Les participants ont identifié plusieurs obstacles importants au partage de l'information pour la GRC, montrant à l'évidence que pour apporter des réponses aux questions précédentes pour des contextes nationaux et locaux spécifiques, il faudrait recourir à un processus d'engagement profond avec les groupes de parties prenantes pertinentes. Il faudra également créer des canaux durables de dialogue systématique entre les fournisseurs et les utilisateurs de connaissances relatives aux risques de catastrophes afin de soutenir tous les niveaux décisionnels, du niveau municipal aux organes gouvernementaux nationaux, en passant par les districts. Par conséquent, plutôt que de fournir des réponses détaillées à ces questions, ce document propose un cadre régional destiné à guider les efforts d'amélioration de l'échange des connaissances entre les chercheurs, les décideurs, les professionnels des risques de catastrophe et les populations d'Afrique de l'Ouest. Il a pour but de renseigner une approche institutionnelle du renforcement de la réduction des risques de catastrophes fondée sur la science et du développement de la résilience.

Ce cadre a été développé par HFP, du King's College London, pour la Direction des Affaires Humanitaires et Sociales de la CEDEAO (qui comprend la Division chargée de la réduction des risques de catastrophes) et est un produit de l'initiative FOREWARN, programme de trois ans qui vise à soutenir le renforcement des capacités pour une GRC à long terme en Afrique de l'Ouest. Depuis 2006, HFP a employé diverses approches pour soutenir et renforcer le dialogue entre les chercheurs et les acteurs humanitaires, afin de permettre que la planification des actions humanitaires et du développement soit mieux

renseignée par la compréhension scientifique émergente du risque. Le cadre général et les principes développés par ces travaux préalables sont la base du présent document. Nous avons ensuite adapté ce cadre au contexte d'Afrique de l'Ouest, en nous appuyant sur les sources suivantes :

- Évaluation documentaire de la littérature grise ;
- Exercice par scénarios et débats d'experts créés et utilisés par l'initiative FOREWARN pour les sessions « Utilisation des services climatologiques afin de réduire et prévenir les risques en Afrique de l'Ouest » et « Partage d'information et de coordination pour la gestion des risques fondée sur la science » à l'Atelier Régional de la CEDEAO sur le Partage de l'information et les mécanismes de coordination de l'alerte précoce sur les plateformes de réduction de risque de catastrophe, à Niamey, au Niger, du 11 au 14 novembre 2013
- Retour d'information et commentaires des points prioritaires de la Commission de la CEDEAO.

La 1<sup>ère</sup> partie aborde les étapes et principes généraux d'un échange efficace de connaissances pour la GRC, en s'appuyant sur les travaux préalables de HFP dans ce domaine.<sup>4</sup> La 2<sup>ème</sup> partie adapte cette approche générale au contexte de l'Afrique de l'Ouest, en décrivant les quatre étapes de l'échange des connaissances et les conditions sous-jacentes nécessaires à sa réussite. La 3<sup>ème</sup> partie fournit des recommandations spécifiques adressée à la CEDEAO sur la manière dont elle peut, dans son rôle d'organisation régionale, contribuer à créer les conditions nécessaires à la réussite de l'échange des connaissances.

---

# I<sup>ère</sup> partie : Principales caractéristiques et étapes

## L'échange des connaissances : qu'est-ce que c'est ?

L'utilisation de la science pour gérer plus efficacement les risques de catastrophes et renforcer la résilience n'est pas synonyme d'une simple amélioration de la circulation des données scientifiques vers les décideurs et les communautés. Elle nécessite la collaboration de divers acteurs pour produire et utiliser les informations à des fins multiples, à différents niveaux décisionnels. Une approche cohérente d'une meilleure intégration de la science à la politique et aux pratiques de GRC doit composer avec cette complexité d'une manière claire et pratique. En bref, elle doit aller au-delà d'un transfert unidirectionnel des connaissances et s'élargir à un processus d'échange des connaissances. Nous définissons ici l'échange des connaissances comme étant :

*un processus qui soutient un échange bidirectionnel ou multidirectionnel d'informations et de croyances pertinentes, adaptées au contexte, à des fins d'échange des connaissances entre deux parties ou collectivement, en produisant de nouvelles connaissances sur un sujet donné.*

L'échange des connaissances est par conséquent un processus général qui peut intervenir dans des contextes très divers et sur des sujets différents. Les approches participatives au développement, par exemple, sont un type d'échange des connaissances,<sup>5</sup> ainsi que les plateformes d'apprentissage entre pairs. Ce document et les travaux préalables de HFP dans ce domaine s'intéressent à l'échange des connaissances dans le contexte spécifique de la GRC et de la résilience.

## Les trois étapes de l'échange des connaissances pour la GRC et le renforcement de la résilience

L'intégration des sciences aux croyances et pratiques locales en matière de risque et aux matrices décisionnelles politiques est facilitée par l'utilisation des approches d'échange des connaissances. Ces approches peuvent être définies et comprises grâce à un cadre fondé

sur les trois étapes fondamentales de l'échange des connaissances : L'accès, la compréhension et l'application pertinente.<sup>6</sup>

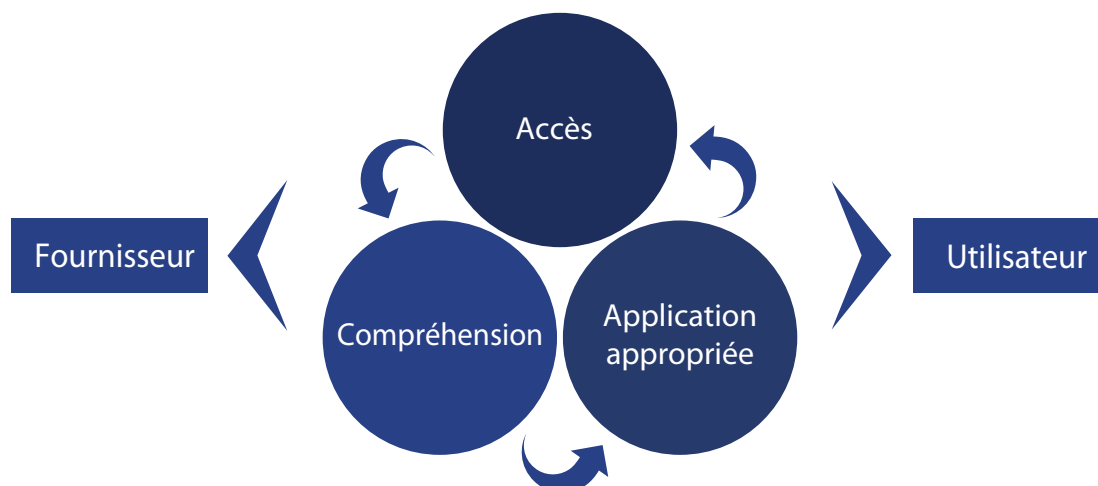
*L'accès* concerne la capacité des utilisateurs à obtenir les informations dont ils ont besoin pour prendre des décisions par rapport à un risque potentiel. Très fréquemment, les personnes à risque ont un accès extrêmement limité à des sources d'informations scientifiques crédibles et utilisables sur les risques. Les informations sont souvent fournies par des canaux, dans des langues et des formats inaccessibles, avec l'obligation de payer pour des informations adaptées à des besoins spécifiques. Alors que de nombreux chercheurs qui travaillent dans le domaine de la recherche des risques de catastrophes sont soucieux de soutenir une application plus efficace de leurs conclusions, peu ont l'occasion d'avoir une interaction directe avec les personnes les plus directement concernées par leurs recherches. Par conséquent, les informations fournies par ces chercheurs manquent souvent de pertinence ou sont inutilisables pour ceux qui sont les plus directement affectés.

L'accès à l'information est la première étape cruciale vers l'utilisation de la science dans les prises de décision, mais pour que cette information renseigne effectivement les décisions, il faut qu'il existe une compréhension de la manière dont les données scientifiques peuvent améliorer les décisions de manière pertinente. Il s'agit d'un domaine fondamental de l'échange de connaissances. Améliorer la *compréhension* parmi les divers acteurs impliqués englobe le renforcement de la compréhension par les chercheurs des besoins en informations des personnes directement concernées et des gestionnaires des risques de catastrophes. Elle implique également de travailler à la fois avec les groupes à risque et ceux qui ont pour mission de les soutenir pour renforcer leur compréhension des données scientifiques pertinentes sur les risques de catastrophes, y compris la manière d'interpréter les niveaux de confiance et d'incertitude.

Les avantages tangibles de l'échange de connaissances surviennent lorsque les acteurs utilisent leur meilleure



Figure 1 // Les trois étapes générales de l'échange des connaissances



compréhension pour prendre des décisions mieux renseignées en ce qui concerne le risque, une étape que nous appelons l'*application appropriée*. L'application appropriée exige de : (1) favoriser la traduction des connaissances pour renseigner correctement les décisions, (2) améliorer l'accès aux ressources requises pour passer à l'action efficacement à partir d'une meilleure connaissance du risque et (3) créer des canaux pour des échanges bidirectionnels ou multidirectionnels, afin que les inquiétudes des personnes directement concernées renseignent la production et la communication des données relatives au risque et l'élaboration des programmes de recherche.

Tout au long des trois étapes, pour permettre que la compréhension scientifique pertinente du risque étaye mieux la GRC, il faut une plateforme, ainsi que l'existence ou la création de canaux favorisant un dialogue bidirectionnel durable et des échanges multidirectionnels entre les divers fournisseurs et utilisateurs des connaissances sur les risques de catastrophes. Cette approche reconnaît que les personnes à risque, les gestionnaires des risques de catastrophes et les experts en science et technologie sont tous à la fois des producteurs et des utilisateurs de connaissances sur le risque des catastrophes, et que le regroupement de ces sources de connaissances permet de produire de nouvelles connaissances robustes des risques, mieux aptes à soutenir les personnes affectées par des catastrophes. En reconnaissant la nécessité d'intégration des différentes sources de connaissances, différents secteurs, disciplines, risques, niveaux et délais de décision, les plateformes qui soutiennent le processus d'échange des connaissances doivent pouvoir soutenir une toile complexe de maillons multidirectionnels entre les « fournisseurs » et les « utilisateurs » des connaissances des risques.

Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, la conception de processus et de plateformes fructueux pour un échange durable de connaissances impliquera nécessairement des essais par tâtonnement, avec une grande diversité de supports au niveau local, national et régional. Par conséquent, pour orienter les institutions pertinentes dans le renforcement de l'échange des connaissances dans la région, nous proposons d'inclure une quatrième étape qui s'intéresse à l'*évaluation* des activités entreprises, afin d'améliorer et de renforcer l'accès, la compréhension et l'application appropriée. Cette étape est décrite ci-après dans la partie suivante sur le développement d'un Cadre pour l'échange d'information pour la région d'Afrique de l'Ouest.

### Principes proposés pour un cadre permettant l'échange des connaissances entre les fournisseurs et les utilisateurs de connaissances sur les risques de catastrophes et le soutien de la résilience des communautés.

En extrayant des apprentissages communs des diverses initiatives où l'intégration des connaissances des risques de catastrophes a produit des avantages tangibles pour les groupes à risque, il est possible d'identifier un ensemble de principes de base qui devraient guider la structuration du dialogue entre les fournisseurs et les utilisateurs de données scientifiques. Ces principes sont présentés dans l'encadré 1.

Le soutien de l'application appropriée des compréhensions pertinentes des risques est un processus qui doit être :

- fondé sur la prise en compte des inquiétudes des groupes à risque ;
- bidirectionnel ;
- intégré, autrement dit :
  - transdisciplinaire ;
  - adapté au contexte dans des environnements où les dangers sont multiples.

Il doit également :

- permettre les différences d'opinion scientifique/ des sources de connaissances ;
- associer les sources universitaires / formelles et locales de connaissances des risques de catastrophes ;
- soutenir les différents niveaux décisionnels ;
- être systématique ;
- inclure (et expliquer) les processus afin d'évaluer la fiabilité des sources de connaissances ;
- traduire de manière appropriée les incertitudes / la nature probabiliste des informations ;
- englober des systèmes d'imputabilité et mesurer l'impact pour les fournisseurs et les utilisateurs spécifiques.

---

## 2<sup>ème</sup> partie : Un cadre pour l'échange des connaissances pour les contextes de la GRC en Afrique de l'Ouest

Plusieurs grands cadres internationaux sont en cours de développement et d'évaluation, visant à définir des priorités pour des travaux d'actions humanitaires et de développement, l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophe.<sup>7</sup> Ces discussions présentent des opportunités considérables pour créer des cadres nationaux, régionaux et internationaux qui soutiennent et favorisent des synergies entre les chercheurs, les décideurs politiques, les gestionnaires des risques de catastrophes et les populations à risque.

Bien qu'il existe des opportunités importantes et opportunes d'intégrer encore plus la science à la gestion des risques de catastrophes, la reconnaissance du besoin et de la volonté de donner la priorité à des investissements conséquents dans les ressources nécessaires pour permettre ces processus d'échange des connaissances au niveau régional, national et infranational est fondamentale. Elle permettra de libérer le potentiel de réduction des risques de catastrophes que présente la science.

D'après les commentaires des participants à l'Atelier régional de la CEDEAO sur le Partage de l'information et l'alerte précoce pour la GRC et sur la recherche connexe, les auteurs ont adapté le cadre général de soutien de l'échange de connaissances entre les fournisseurs et les utilisateurs de la science aux besoins, défis et opportunités spécifiques liés à l'échange de connaissances dans la région de l'Afrique de l'Ouest.

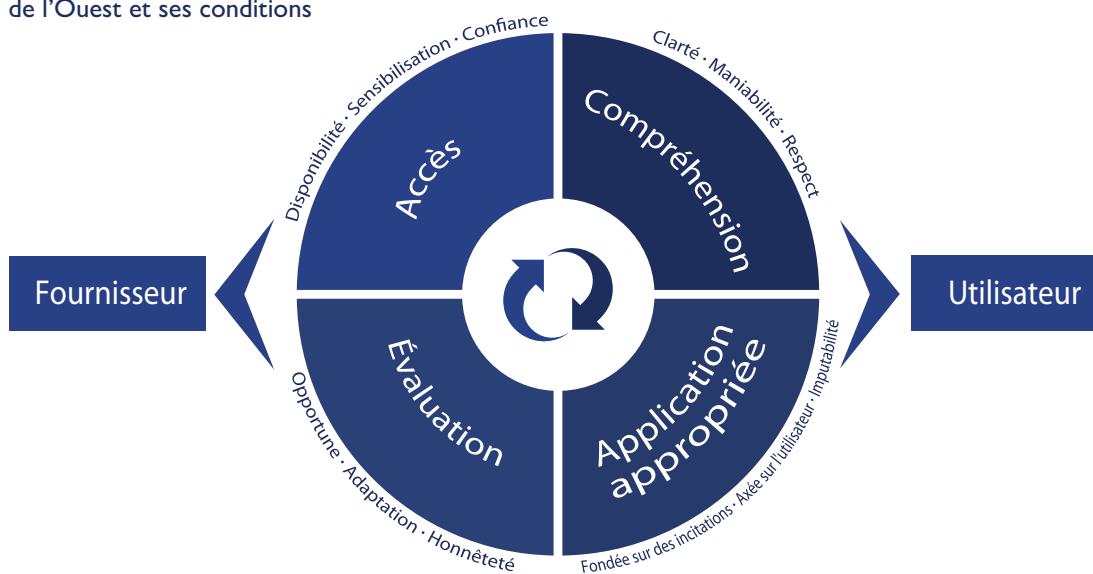
Une quatrième étape, l'*évaluation*, a été ajoutée au cadre afin de mettre l'accent sur le besoin de créer un processus de surveillance continue, permettant d'évaluer la manière dont les données scientifiques améliorent l'efficacité institutionnelle et le renforcement de la résilience au niveau local. Elle permet également d'identifier et de procéder à un retour d'information sur les mesures à prendre pour que les canaux d'échange des informations soient plus efficaces. Par conséquent, la quatrième étape de l'*évaluation* sert de rappel aux institutions pour qu'elles tirent des enseignements des initiatives en cours, qu'elles continuent à identifier et à mettre à profit les nouvelles opportunités de renforcement de l'accès, de la compréhension et de l'application appropriée.

Les acteurs peuvent également être confrontés à un certain nombre d'obstacles à chaque étape de l'échange de connaissances, ce qui nuit à la production, à la circulation et à l'utilisation des informations pertinentes. Afin de surmonter ces obstacles, il est utile d'identifier les conditions spécifiques qui sont nécessaires à la réussite de la réalisation de chaque étape de l'échange de connaissances. La figure 1 présente ces conditions, que nous décrivons ci-après en plus amples détails.

### Accès

La *disponibilité* est la première condition de l'accès : pour permettre l'échange des connaissances, les informations doivent être mises à la disposition des différentes parties prenantes, fournies sur des canaux et des supports auxquels elles sont en mesure d'accéder et dans des formats qui peuvent facilement prendre en charge une grande variété de processus décisionnels spécifiques, à différents niveaux, soumis à différents délais. Cependant, les utilisateurs doivent aussi connaître les diverses sources d'informations qui sont à leur disposition, soulignant donc l'importance de la *sensibilisation*, deuxième condition clé de l'accès à l'information. Par exemple, des informations concernant les modèles climatiques ou les plaines d'inondation peuvent être disponibles sur un site ou dans un bureau gouvernemental, mais si les citoyens n'ont pas conscience de l'existence de ces sites ou de ces bureaux, ils ne pourront pas y accéder. Enfin, l'échange de connaissances doit remplir la condition de la *confiance* en tenant compte des conditions dans lesquelles les utilisateurs potentiels de l'information peuvent avoir confiance ou se méfier des différentes sources. La confiance est une condition incroyablement importante. Pourtant, elle est aussi extrêmement complexe et difficile à prendre en charge dans le cadre d'une programmation, parce qu'elle dépend entièrement de facteurs liés à la culture, à l'histoire, aux affiliations politiques, religieuses et ethniques d'une personne et à la perception de fiabilité et d'autorité.

Figure 2 // Les quatre étapes de l'échange des connaissances pour les contextes de la GRC en Afrique de l'Ouest et ses conditions



## Compréhension

Alors que les activités de renforcement de l'*Accès* se concentrent principalement sur la création ou le renforcement des structures et des opportunités pour la circulation de l'information, les activités visant à améliorer la *compréhension* de l'information nécessitent un engagement plus profond auprès des parties prenantes et avec les modèles mentaux ou « modes de réflexion » qu'ils utilisent pour comprendre et interpréter leur monde.<sup>8</sup> Les efforts destinés à améliorer la compréhension doivent se concentrer sur les conditions favorables de clarté, maniabilité et respect.

La *clarté* se rapporte à la facilité avec laquelle un message ou une information peut être communiqué entre différents groupes de connaissance. Afin d'apprécier l'importance de la clarté, il convient de considérer, par exemple, une personne anglophone qui reçoit une analyse de risque pour son lieu de résidence réalisée par une institution francophone réputée. Dans ce cas, les trois conditions de l'accès sont satisfaites : l'information est disponible, l'utilisateur a connaissance de son existence (sensibilisation) et elle provient d'une source dans laquelle elle a confiance. Cependant, elle n'est pas en mesure de la comprendre parce qu'elle est dans une langue différente. Il s'agit d'une bonne métaphore des obstacles que les activités d'échange des connaissances visent à surmonter, puisque les personnes de groupes de connaissances différents peuvent souvent donner l'impression de parler un langage très différent, même s'ils s'expriment dans la même langue, telle que l'anglais ou le français. Toutes les parties prenantes dans une relation d'échange de connaissances doivent par conséquent adopter la clarté afin de surmonter le manque de perspicacité pouvant survenir dans des groupes de connaissances différents. Il faut une communication claire, expliquant le mode de réflexion d'un groupe à un autre en termes faciles à saisir pour permettre une véritable compréhension.

La clarté est directement liée à la condition plus large de la maniabilité. La recherche scientifique doit être *utilisable*, autrement dit elle doit être pertinente aux besoins d'information et aux situations décisionnelles de ses utilisateurs. Alors que la recherche scientifique contribue à former un ensemble de connaissances autour d'un sujet (un travail qui présente une valeur en soi), les recherches peuvent ne pas être toutes pertinentes ou utilisables pour prendre des décisions et des mesures concrètes à propos des risques et du climat. Cette constatation souligne le besoin d'adapter au contexte et de traduire les informations scientifiques en fonction des échelles géographiques et temporelles qui sont davantage en mesure de soutenir les prises de décision au niveau national et local, sur des délais différents. Tenir compte de la maniabilité dans le partage des informations exige la reconnaissance que la recherche scientifique peut avoir de nombreux objectifs et qu'elle doit être adaptée pour convenir à ceux-ci, afin d'assurer leur utilisation efficace. Elle exige également que les fournisseurs apprécient les besoins en information des utilisateurs spécifiques.

Enfin, les processus d'échange des connaissances doivent cultiver des relations de *respect* entre les différentes parties prenantes concernées. Par exemple, les chercheurs doivent reconnaître la valeur des connaissances locales, en contribuant des observations et en produisant des impacts à une échelle que les données scientifiques sont rarement en mesure de fournir actuellement. La condition de respect est fondamentale pour veiller à ce que les activités de partage des informations tiennent compte du sentiment de dignité et d'estime de soi des participants, s'assurant ainsi que le processus est encourageant et que les informations sont bien perçues.

## Application appropriée

Les étapes de l'accès et de la *compréhension* décrivent la manière dont les citoyens et les décideurs politiques obtiennent les informations qui leur sont pertinentes et les décisions qu'ils doivent prendre. La troisième étape, l'*application appropriée*, concerne la manière dont les nouvelles informations sont utilisées pour prendre des décisions, qu'il s'agisse de prendre les précautions nécessaires au niveau individuel ou de réaliser les meilleurs investissements dans la résilience au niveau politique.

L'application appropriée par une personne de la compréhension des informations scientifiques par rapport à des décisions relatives au risque dépend considérablement des structures et des processus institutionnels sous-jacents. Les parties prenantes doivent avoir des *incitations* pour veiller à ce que les décisions concernant la GRC soient correctement renseignées par une recherche scientifique. Malheureusement, les structures d'incitation dans les universités, les institutions nationales pour la météorologie, les institutions et les ministères chargés de la GRC peuvent souvent dissuader les personnes travaillant au sein de ces organisations de collaborer.

L'application appropriée souligne également la nécessité que l'échange de connaissances soit *axé sur l'utilisateur*. Les décideurs doivent définir clairement leurs besoins auprès des fournisseurs de données scientifiques, de sorte à permettre que la recherche soit adaptée précisément aux sortes d'application pour lesquelles cette recherche sera utilisée. Toutefois, afin que les utilisateurs puissent articuler correctement leurs besoins, il faut qu'ils possèdent une compréhension suffisante leur permettant de poser les bonnes questions aux chercheurs.

Enfin, pour appliquer correctement les informations et prendre des décisions mieux renseignées par rapport au risque de catastrophe, il faut également des mécanismes clairs d'*imputabilité*. Ceux-ci doivent identifier les personnes responsables de veiller à ce que les informations pertinentes soient communiquées à ceux qui en ont besoin et que les approches politiques de la GRC soient suffisamment fondées sur la science. L'imputabilité est une condition particulièrement importante pour les groupes à risque qui sont des décideurs au niveau local. Pour ces personnes, l'application appropriée est souvent conditionnée par l'accès ou le manque d'accès aux ressources locales et publiques nécessaires pour agir sur les informations fournies concernant les risques.

## Évaluation

Bien que l'apprentissage soit un processus permanent qui intervient à chaque étape de l'échange de connaissances, grâce au dialogue continu entre les utilisateurs et les fournisseurs, il faut une étape qui permette de concentrer ces processus, dans le but de les surveiller et de les évaluer. Grâce à une surveillance et à une évaluation permanentes, les institutions pertinentes d'Afrique de l'Ouest pourront élaborer et perfectionner des canaux et des processus destinés à l'échange de connaissances, permettant de tirer des métadonnées de la GRC intégrée, fondée sur la science. La région est toujours confrontée à un nombre croissant de dangers transfrontaliers, qui touchent simultanément plusieurs pays. L'implication dans un processus de surveillance et d'évaluation, au niveau régional, permettra de veiller à ce que les connaissances émergentes à propos des approches qui s'avèrent les plus efficaces soient identifiées et puissent être réappliquées et partagées dans des contextes nationaux complémentaires.

Une condition cruciale à la surveillance et à l'évaluation est que ce processus soit réalisé de manière *opportune* et dans le respect des délais impartis. Il est essentiel que les différents acteurs produisent des rapports opportuns sur leurs activités et leurs programmes de travail pour permettre le recueil et le suivi des éléments de preuve sur l'état de l'échange des connaissances dans la région. Ces rapports peuvent prendre plusieurs formes, y compris en ligne et en personne, des échanges et des évaluations communes, mais ils nécessitent le développement de critères communs d'évaluation de l'efficacité des échanges de connaissances au sein de la région. Il est également essentiel que les informations sur les processus d'échange des connaissances atteignent les institutions centrales qui, par la surveillance et l'évaluation, peuvent prendre les mesures nécessaires pour diffuser les bonnes pratiques ou surmonter les obstacles et relever les défis.

Une évaluation ne peut être utile que dans la mesure où les institutions sont suffisamment *souples* pour entreprendre les changements nécessaires en s'inspirant des enseignements pour agir. Enfin, la condition de valeur pour cette dernière étape est l'*honnêteté* : les rapports et les évaluations doivent s'efforcer de refléter le mieux possible la vérité, même s'il s'agit de signaler un échec de tentative d'échange de connaissances. Seules des évaluations exactes et honnêtes permettront de tirer des enseignements plus larges sur la GRC intégrée, fondée sur la science, et de les utiliser pour renseigner la politique future.

---

# 3<sup>ème</sup> partie : Recommandations pour renforcer l'échange des connaissances en Afrique de l'Ouest

En ce qui concerne le cadre suscité, nous allons maintenant présenter les principales recommandations pour les structures, les mécanismes et les processus que les institutions peuvent prendre en charge afin d'améliorer l'échange des connaissances pour la GRC en Afrique de l'Ouest. Bien que de nombreuses institutions possèdent des rôles et des responsabilités pour l'amélioration de l'échange des connaissances dans la région, nos recommandations s'adressent principalement à la Commission de la CEDEAO, pour plusieurs raisons. L'avantage comparatif de la CEDEAO au titre du soutien et de l'assistance en matière de GRC pour les gouvernements et les populations de ses  tats Membres est lié à plusieurs facteurs, notamment :

- sa légitimité et son mandat relevant de son Traité révisé de 1993 et d'autres instruments régionaux pertinents ;
- ses structures et processus décisionnels rationalisés qui produisent des politiques et des stratégies régionales convenues en commun ;
- sa « complémentarité », en travaillant dans la lign e des priorités nationales tout en encourageant le partage des connaissances et la diffusion des bonnes pratiques ;
- son expertise technique et ses ressources humaines basées à la Commission, dans d'autres institutions et organes pertinents qui complètent et renforcent les capacités dans les  tats Membres ;
- son rôle d'organisateur et de facilitateur de la coordination du développement implique la participation de nombreux partenaires et parties prenantes à la GRC.

Plus spécifiquement, l'échange de connaissances est conforme à plusieurs objectifs stratégiques clés de la Division de réduction des risques de catastrophes de la Commission, notamment le Domaine prioritaire 3 du cadre stratégique de la CEDEAO pour la réduction des risques de catastrophes 2013-2015. « Utiliser les connaissances pour construire des sociétés plus sûres et plus résistantes aux dangers naturels au niveau national et communautaire ».<sup>9</sup> Deuxièmement, en tant qu'organisation intergouvernementale régionale cl e en Afrique de l'Ouest, la CEDEAO a des relations de travail avec une grande diversité de parties prenantes et occupe par conséquent une position stratégique pour créer des canaux et/ou des plateformes permettant l'échange des connaissances pour mieux réduire les risques de catastrophes et renforcer la résilience dans la région. Troisième-

ment, sa position de soutien des  tats Membres pour le renforcement de la réduction des risques de catastrophes, notamment grâce à l'établissement et au renforcement de plateformes nationales pour la réduction des risques de catastrophes, permet à la Commission de la CEDEAO de recueillir les informations nécessaires à une surveillance et une évaluation efficaces des canaux régionaux pour l'échange des connaissances, la quatrième étape citée dans le cadre ci-dessus. En favorisant l'échange de connaissances entre les chercheurs, les décideurs politiques, les gestionnaires des risques de catastrophes, les universités et les communautés, la Commission de la CEDEAO peut jouer un rôle important dans la promotion d'une approche intégrée de la gestion des risques de catastrophes et du renforcement de la résilience à travers la région.

## Accès

Conditions : disponibilité, sensibilisation et confiance

Pendant les débats avec les experts lors de l'Atelier régional de la CEDEAO, les participants ont identifié les défis à relever dans la région à propos des trois conditions sous-jacentes de l'accès. Les représentants des institutions scientifiques ont indiqué qu'ils avaient besoin d'informations supplémentaires sur les genres de décisions pour lesquelles les décideurs politiques souhaitaient utiliser les données et les formats de communication qui étaient les plus utiles. Ils ont été nombreux à soulever une question cl e, concernant les incitations à la coordination et au partage d'informations. Actuellement, les institutions des  tats Membres, telles que les services météorologiques, n'ont pas suffisamment d'éléments incitatifs, qu'ils soient financiers ou autres, pour partager leurs données avec les groupes régionaux ou d'autres parties externes. Il y a également le problème de rendre les informations accessibles à la population au niveau local. Les participants partageaient le sentiment, par exemple, qu'au niveau individuel dans les  tats Membres, on constatait une absence de sensibilisation, les populations ne sachant pas où aller pour accéder aux données météorologiques et climatiques nécessaires pour renseigner diverses décisions dans différents secteurs, avec différents délais.

La CEDEAO peut améliorer la disponibilité, la sensibilisation et la confiance des informations dans le but de

Image 2 // Emma Visman animant l'exercice d'Alerte précoce-Actions précoces pour la session de l'Atelier intitulée « Utilisation des services climatologiques afin de réduire et prévenir les risques en Afrique de l'Ouest »



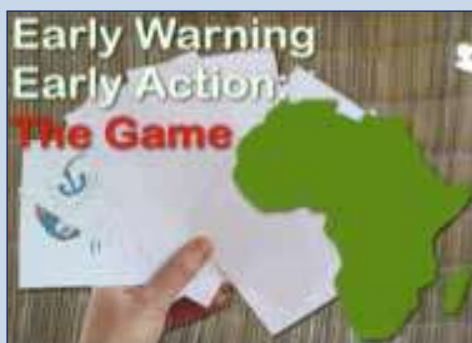
mieux réduire les risques de catastrophes et d'améliorer la résilience, en créant des espaces de dialogue systématique. Il faut pour cela entreprendre les éléments suivants :

- réunir un forum pour discuter de la disponibilité des données météorologiques provenant des États Membres et des institutions météorologiques régionales et des moyens permettant de surmonter les contraintes actuelles d'accès aux informations pertinentes au soutien d'une GRC efficace. Ce forum devra s'intéresser directement aux incitations financières, administratives et liées à la réputation qui nuisent actuellement au libre partage des données météorologiques pertinentes pour la GRC ;
- engager sous contrat une société de sondage afin de réaliser une enquête auprès de plusieurs groupes d'utilisateurs (décideurs politiques, citoyens, institutions scientifiques, gestionnaires des risques de catastrophes et organisations) sur leur manière d'accéder aux informations, dans le but d'identifier les formats et les canaux les plus efficaces par lesquels les informations peuvent être rendues disponibles. Cette activité peut servir de base pour la conception de nouveaux systèmes en ligne ou mobiles pour le partage des informations. Elle peut également permettre d'identifier les réseaux et les canaux les plus efficaces d'échange en face à face auxquels ces systèmes devraient être connectés afin d'assurer le transfert des communications aux groupes directement concernés ;
- engager un partenaire technique afin d'élaborer une plateforme en ligne de partage des informations sur la GRC, qui devrait avoir des portails permettant une interaction en temps réel entre les parties prenantes, l'accès aux informations et aux ressources liées à la GRC au niveau national et régional et des échanges permanents au-delà des réunions en face à face périodiques et souvent irrégulières. La plateforme est conçue sur le principe que l'accès limité aux informations pertinentes pourrait constituer un obstacle à la préparation, la réduction, l'alerte précoce et les actions précoces. Elle peut également servir à suivre les avancements réalisés par les différents acteurs, ainsi que les engagements et les actions convenus lors des réunions en face à face. Plateforme virtuelle régionale pour la réduction des risques de catastrophes, elle devrait être gérée par la Commission de la CEDEAO et être accessible aux diverses parties prenantes ;
- identifier et réunir les enseignements sur les initiatives en cours et les initiatives passées qui se sont efforcées d'améliorer l'intégration de la science au renforcement de la résilience communautaire dans les 15 États Membres ;
- renforcer les réseaux existants (tels que PeriPeri U<sup>10</sup> et les centres d'excellence de la GRC des universités nigérianes) afin de créer un Réseau des universités de la CEDEAO, réunissant l'expertise universitaire et scientifique d'Afrique de l'Ouest, afin de soutenir les capacités de réduction des risques de catastrophes de la CEDEAO ;

L'exercice de scénario prévisionnel adapté et présenté à l'Atelier régional de la CEDEAO sur le partage d'information et les Mécanismes de coordination d'alerte précoce et de Réduction des risques de catastrophes pour les plateformes de réduction des risques de catastrophes et les services météorologiques.

## Objectifs

Cette session visait à encourager un débat commun entre les chercheurs et les gestionnaires des risques de catastrophes afin de permettre d'identifier des mesures concrètes sur la manière dont les méthodes de prévision des chercheurs peuvent mieux soutenir la gestion des risques de catastrophes. En étudiant ensemble les produits climatologiques, les mécanismes de partage de l'information et décisionnels actuels, le débat a cherché à stimuler le développement de propositions pratiques pour surmonter les contraintes existantes, empêchant la réalisation du potentiel de réduction des risques de catastrophes des données climatologiques prévisionnelles.



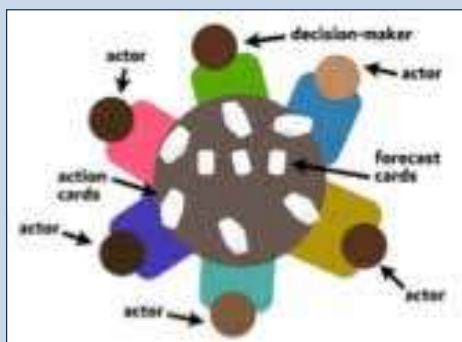
Conçu par le Dr Arame Tall, CCAFS, et ses collègues de Pet Labs et du Centre climatologique de la Croix Rouge / du Croissant Rouge, l'exercice du scénario prévisionnel d'Alerte précoce/Actions précoces (AP>AP) a été employé au Sénégal, au Kenya, en Ouganda, en Éthiopie, au Niger, au Burkina Faso et au Mali. L'approche a lancé un dialogue entre les prestataires de services

climatologiques, les communicateurs et les utilisateurs. Elle a permis d'identifier des canaux et des mécanismes pour la création d'une passerelle entre ces groupes de pratique, afin de mettre en place une communication plus efficace et l'utilisation des données climatologiques prévisionnelles existantes pour améliorer les initiatives de réduction des risques de catastrophes.

## Méthodologie

Les participants sont répartis en petits groupes où se mélangent des chercheurs, des gestionnaires des risques de catastrophes et des décideurs politiques.

On remet aux groupes une série de prévisions probabilistes sur des périodes différentes et les participants doivent réfléchir individuellement à l'action la plus appropriée à leurs yeux, étant donnés les délais prévisionnels et les informations fournis.



Chacun à leur tour, les participants jouent le rôle du gestionnaire régional des risques de catastrophes, décideur et décideur politique, chargé de choisir entre les différentes actions possibles de prévention proposées par les autres participants.

Les autres participants ont la possibilité de contester la décision du décideur et de lancer une discussion sur les actions qu'ils privilégieraient.

- Établir des liens officiels entre le Réseau des universités de la CEDEAO proposé et les organes et services pertinents de la CEDEAO et établir des canaux de correspondance en ligne régulière et de réunions annuelles en face à face entre les agences de la CEDEAO et les membres du réseau ;
- Identifier les points prioritaires au sein de chaque État Membre de la CEDEAO en liaison avec les plateformes nationales existantes pour la réduction

des risques de catastrophes et le partage des informations, créant un échange régulier et des occasions constantes d'accéder à l'information au niveau national et infranational ;

- Établir des liens entre ces réseaux régionaux et nationaux et les points prioritaires et les sources complémentaires d'expertise scientifique sur la région, disponibles dans les autres pays du continent africain et au-delà.



## Compréhension

Conditions : clarté, maniabilité et respect.

De nombreux participants à l'atelier ont signalé que la disponibilité de l'information n'était pas suffisante pour permettre des décisions renseignées. Les communautés et les décideurs politiques doivent pouvoir *comprendre* l'information et les données produites par les chercheurs et les autres experts techniques. Afin d'illustrer les obstacles pouvant gêner la compréhension, HFP a animé un exercice de scénario lors de l'atelier, dans le cadre duquel les participants devaient faire un jeu de rôles en tant que décideurs, au moyen de prévisions hypothétiques fournies par l'ACMAD. Veuillez vous reporter à l'encadré ci-dessous et à l'annexe pour des informations d'ordre général sur l'exercice du scénario.

Cet exercice a été réalisé dans le mode « aquarium », avec un groupe de participants qui jouent pendant que les autres observent leurs interactions et font des commentaires une fois l'exercice terminé. La discussion au sein de « l'aquarium » a fait la preuve que les données scientifiques doivent être communiquées en termes clairs, faciles à comprendre, à une grande diversité de décideurs. Ce point met l'accent sur la nécessité de trouver des moyens de communiquer les informations probabilistes sur les risques de catastrophes d'une manière qui traduit correctement les niveaux de confiance et les incertitudes inhérents à l'information.

Que peut faire la CEDEAO pour améliorer la maniabilité, la clarté et le respect afin d'améliorer la compréhension des données scientifiques par les décideurs de la région ? Il est recommandé que la CEDEAO :

- Entreprene une enquête de référence pour clarifier les besoins en données scientifiques des gestionnaires des risques de catastrophes dans la région ;
- Collabore avec ACMAD, AGRHYMET, les autorités des bassins fluviaux, les services météorologiques nationaux et les universités afin de dispenser aux décideurs des formations sur la manière d'interpréter les données scientifiques et aux chercheurs, sur la manière de communiquer leur recherche, afin de répondre aux besoins des différents utilisateurs ;
- Soutienne plus directement l'interprétation des données et prévisions scientifiques dans des formations faciles d'emploi pour les décideurs, dans les trois langues officielles de la CEDEAO et dans les langues locales pour les communautés à risque des États Membres ;
- Augmente les subventions accordées aux événements réunissant plusieurs parties prenantes au niveau des États Membres, afin de prendre en compte les différents groupes de connaissances qui existent dans le contexte du risque et de la résilience, la manière de les harmoniser et de les connecter au mieux grâce à des activités d'échange.

## Application appropriée

Conditions : fondée sur des incitations, axée sur l'utilisateur, imputabilité

Les participants à l'atelier régional ont reconnu que les gouvernements des États Membres avaient la responsabilité d'améliorer le partage de l'information, afin de réduire le risque de catastrophe dans leur pays et de mettre des informations pertinentes et opportunes à la disposition de leurs populations, afin de permettre des décisions renseignées. Les participants ont également discuté de la manière d'utiliser des mécanismes plus robustes pour les rapports et la mise en conformité au niveau régional, afin de renforcer ces responsabilités. En revanche, les citoyens au niveau local ont aussi leurs propres responsabilités, notamment celle de tenir le gouvernement imputable de fournir des informations opportunes, axées sur l'utilisateur, à propos des risques de catastrophes.

La CEDEAO peut soutenir l'application appropriée de la recherche scientifique pour une plus grande efficacité de la GRC et de la réduction des risques de catastrophes en prenant les mesures suivantes :

- améliorer les décisions fondées sur la science pour la GRC au sein de la Commission de la CEDEAO en créant des programmes de formation communs pour les gestionnaires des risques de catastrophes et les décideurs politiques, avec des réseaux universitaires tels que PeriPeri U, les centres universitaires d'Afrique de l'Ouest et les universités à l'étranger ;
- renforcer la capacité interne de la Commission pour intégrer les conclusions scientifiques au sujet des risques et des réalités locales aux décisions concernant les questions de savoir où, comment et dans quelle mesure canaliser le soutien et les ressources limitées (domaines de grande vulnérabilité, où les besoins sont les plus pressants) et améliorer le soutien de la réduction des risques de catastrophes dans les États Membres, en optimisant le mandat et la position stratégique de la CEDEAO comme coordinateur de l'échange des connaissances dans la région ;
- identifier les opportunités pour mettre en œuvre l'interaction entre la GRC et les communautés scientifiques au sein de la région de la CEDEAO, notamment grâce à un soutien pour entreprendre des projets multidisciplinaires, avec un partenaire ou plusieurs, intégrant les conclusions scientifiques du risque, afin de trouver des solutions à un problème spécifique au niveau régional, tels que les inondations, et évaluer la faisabilité d'intégrer cette approche à d'autres initiatives régionales de réduction des risques de catastrophes ;
- renforcer la capacité des institutions et structures régionales et nationales existantes pour une meilleure mise en œuvre des outils scientifiques, tels que les modèles hydrologiques et climatiques, notamment pour gérer des dangers rapides comme les inondations ;

- renforcer les liens avec les organismes de la société civile engagés dans la gestion des risques de catastrophes dans la région, dans le but de renforcer leurs capacités à intégrer des conclusions scientifiques pertinentes concernant le risque à la GRC, d'identifier et de développer des liens appropriés pour eux avec les organes pertinents de la CEDEAO ;
- comme l'a précisé le document consultatif du Cadre d'action de Hyogo 2 (HFA2), produit suite à l'Atelier régional de la CEDEAO,<sup>11</sup> développer des opportunités pour que les chercheurs contribuent à la planification des stratégies et des programmes, notamment la réduction des risques importants et la conception d'infrastructures résilientes au climat.

## Évaluation

Conditions : opportune, souple, honnête

La CEDEAO pourrait jouer un rôle important dans la surveillance et l'évaluation des activités d'échange des connaissances dans la région. Conformément à ses engagements stratégiques de renforcer les connaissances dans le but d'une plus forte réduction des risques de catastrophes, nous recommandons que la Commission de la CEDEAO explore les recommandations suivantes :

- engager un consultant ou un membre du personnel pour recueillir les efforts actuels et proposés pour l'intégration de la science aux processus décisionnels et politiques concernant les risques de catastrophes, afin de soutenir la résilience au niveau communautaire, du district, national et régional dans la région d'Afrique de l'Ouest ;
- lancer une évaluation au niveau de toutes les parties prenantes afin de déterminer la mesure dans laquelle la GRC a fait l'objet d'informations au sein de la région, grâce à des conclusions scientifiques pertinentes du risque, et identifier les systèmes qui favoriseraient et encourageraient le plus une meilleure adoption ;
- développer des annuaires / registres d'experts de la gestion du climat et des risques de catastrophes pour la région de la CEDEAO, qui serviront de référence opportune, permettront le renforcement des partenariats, le partage d'information, la surveillance et l'évaluation des efforts ;
- reconnaître et renforcer le rôle de la CEDEAO pour l'évaluation de la manière dont les politiques et les programmes de l'organe régional et des États Membres intègrent les conclusions scientifiques pertinentes concernant les risques. Cela pourrait, par exemple, former un élément de rapport sur le HFA1 et un élément d'un document de principe pour HFA2.

Plus globalement, il existe une importante opportunité d'apprentissage pour la CEDEAO, avec l'intégration et le déploiement de l'approche par le dialogue comme forme d'engagement régulier dans ses programmes, dans le cadre de son évaluation du Programme d'action GRC 2010-2014 et ses efforts d'adoption d'un nouveau Programme d'action pour 2015-2019.

## Conclusion

Il existe un besoin reconnu de développer l'information sur les risques, qui peut être utilisée directement par les groupes à risque et de renforcer les capacités et les mécanismes nationaux et régionaux, pour engager des mesures préventives sur le risque de catastrophes, plutôt qu'une simple réponse. Pour cela, il faut un plus grand dialogue et des canaux collaboratifs reliant les chercheurs, les décideurs politiques, les agents gouvernementaux, les ONG, les CSO et les membres des communautés. Les gestionnaires des risques de catastrophes et les communautés directement concernées ont besoin d'informations pertinentes au contexte dans lequel ils vivent ou travaillent, à propos des crises de grande ampleur mais aussi des nombreux risques récurrents, à petite échelle, responsables de la majorité des pertes liées aux catastrophes. Les chercheurs ont besoin de plus d'informations à propos des manières dont leurs données ou conclusions sont interprétées ou utilisées par les différents utilisateurs. Ils ont besoin de plus d'opportunités et d'incitations de la part des décideurs politiques pour savoir que leurs efforts de communication de leur recherche seront reçus comme ils le méritent. Afin de répondre à ces besoins, la CEDEAO peut jouer le rôle de pionnier pour les organisations régionales, contribuant à un savoir en constante évolution sur la manière dont la science peut mieux soutenir le renforcement de la résilience et au rôle des organisations régionales pour la création de cadres qui soutiennent le processus de dialogue renforcé entre les fournisseurs et les utilisateurs de connaissances sur les risques de catastrophes.

---

# Notes de conclusion

- 1 SPIC (2013). *Rapport d'évaluation mondial sur la réduction des risques de catastrophe*. Genève : SPIC.
- 2 SPIC (2013). *Utilisation de la science pour la réduction des risques de catastrophes : rapport du Comité consultatif technico-scientifique de la SPIC* Genève : SPIC, p.3 ; *Le rapport du STAG s'appuie sur un débat antérieur sur la question dans : C. Hayden and A. Boaz (2000), Not Checking but Learning: The Better Government for Older People Evaluation Approach*, Warwick Research Papers – Better Government for Older People Series No 1, Warwick University.
- 3 Voir, par exemple : Article 27 du Traité révisé de la CEDEAO 1993, la Politique de la CEDEAO sur la science et la technologie 2012 et son Plan d'action, la Politique de la CEDEAO pour la réduction des risques de catastrophes 2006, le Programme d'action de la CEDEAO pour la mise en œuvre de la politique de réduction des risques de catastrophes 2010-2014.
- 4 En particulier, elle s'appuie fortement sur une publication récente d'Emma Visman pour l'Overseas Development Institute ; voir la note de bas de page 6.
- 5 En fait, nombre de ceux qui militent en faveur des approches participatives du développement expliquent que les processus de développement devraient être considérés comme étant synonymes des processus d'échange de connaissances et de coproduction, afin de tenir compte des asymétries de pouvoir qui contribuent à la pauvreté et à la marginalisation. Voir, par exemple, Chambers, R. (1994), 'The Origins and Practice of Participatory Rural Appraisal.' *World Development* 22 (7), pp. 953-969. Mosse, D. (1993), « Authority, Gender and Knowledge: theoretical reflections on the practice of participatory rural appraisal, » *Recherche sur l'administration agricole et Document d'élargissement des réseaux n° 44*, Londres : Overseas Development Institute.
- 6 Cette section s'appuie considérablement sur une publication antérieure : Visman, Emma (2014), 'Knowledge is power: Unlocking the potential of science and technology to enhance community resilience through knowledge exchange.' ODI HPN Paper 76, Overseas Development Institute, Londres, Royaume-Uni <http://www.odihpn.org/hpn-resources/network-papers/knowledge-is-power-unlocking-the-potential-for-science-and-technology-to-enhance-community-resilience-through-knowledge-exchange>. Voir aussi le site Internet pour des exercices de débat visant à améliorer l'échange de connaissances : Dialogues for Disaster Anticipation and Resilience, à <http://dialoguesforresilience.tumblr.com/>
- 7 Les exemples sont notamment des propositions de développements futurs et des évaluations pour la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, le Cadre d'action de Hyogo sur la Réduction des Risques de Catastrophes et les Objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que Future Earth, la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et le Cadre mondial pour les services climatiques (CMSC) de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).
- 8 Pohl, et. al (2010). 'Researchers' roles in knowledge co-production: experience from sustainability research in Kenya, Switzerland, Bolivia and Nepal.' *Science and Public Policy*, 37 (4), pp.267-281.
- 9 « Cadre stratégique de mise en œuvre de la politique régionale et du plan d'action pour la réduction des risques de catastrophes de la CEDEAO 2013-2015 », Division de réduction des risques de catastrophes, Direction des Affaires Humanitaires et Sociales, Commission de la CEDEAO.
- 10 Periperi U est une plateforme pour les partenariats universitaires visant à réduire les risques en Afrique. L'acronyme signifie « Partenaires qui renforcent la résilience des populations qui sont exposées aux risques », avec un intérêt tout particulier sur l'avancement des actions universitaires en matière de réduction des risques et de la vulnérabilité en Afrique. Voir <http://riskreductionafrica.org/en/trr-addr-per/trr-whatisperiperi> pour plus d'information.
- 11 Lo Mare / SPIC. « Rapport provisoire de la session sur la préparation du Cadre d'action de Hyogo post-2015 (HFA2) ».

---

## Humanitarian Futures Programme

King's College London  
Virginia Woolf Building  
22 Kingsway  
London  
WC2B 6NR

+44 (0) 207 848 2869  
[info@humanitarianfutures.org](mailto:info@humanitarianfutures.org)